

# Comité local pour l'emploi

Un territoire hétérogène face aux défis de la diversification  
de son économie et des mutations industrielles

avril 2026

Montbéliard

L'information sur  
Emploi • Formation • Orientation en région

# Comité local pour l'emploi

Montbéliard



## 03 SYNTHÈSE

- 03 > Le territoire est-il attractif ?
- 04 > Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
- 08 > L'emploi progresse-t-il ?
- 09 > Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?
- 09 > Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
- 12 > Quels niveaux de formation et de qualification ?
- 13 > Quel niveau de précarité sur le territoire ?

## 14 FORCES - FAIBLESSES

## 27 SOURCES DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIE



# Le territoire est-il attractif ?<sup>1</sup>



## Un territoire qui perd de la population faute d'attractivité

Le CLPE de Montbéliard est **un territoire urbain** caractérisé par l'une des plus fortes densités de population de la région : 6 % de la population de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) et 139 habitants/km<sup>2</sup>. Ce constat se vérifie exclusivement dans la Communauté d'agglomération (CA) du Pays de Montbéliard. Les autres communautés de communes (Cc) composant le CLPE sont des territoires ruraux peu densément peuplés. Avec plus des trois quarts de la population du CLPE, **la CA du Pays de Montbéliard structure fortement le territoire.**

Celui-ci bénéficie de sa **localisation stratégique**, en particulier de la proximité de la Suisse et de l'Alsace. Il tire également profit de sa **très bonne accessibilité** permise par le réseau autoroutier, la LGV et la gare TGV Belfort-Montbéliard ainsi que l'aéroport international de Bâle-Mulhouse relativement proche.

Plus localement, le territoire s'intègre au sein du **Pôle métropolitain Nord-Franche-Comté**, système économique intégré composé de Belfort, Montbéliard, Delle et Héricourt, caractérisé par de nombreux échanges entre chacun de ses pôles. Le sud du territoire fait, par ailleurs, parti du Parc naturel régional (PNR) du Doubs horloger, parc transfrontalier avec la Suisse.

Malgré sa localisation préférentielle, **le territoire perd de la population entre les deux derniers recensements de la population** (2016 et 2022), baisse proche de celle observée en région. La CA du Pays de Montbéliard suit cette tendance. La diminution est plus marquée dans les communes de la Cc des Deux Vallées Vertes. À l'inverse, la population progresse dans les Cc du Pays de Maïche et du Pays de Sancey-Belleherbe.

Cette diminution est due aux **mouvements migratoires négatifs, synonyme d'un déficit d'attractivité résidentielle**. Ce déficit concerne l'ensemble du territoire hormis la Cc de Sancey-Belleherbe.

**Le solde naturel est globalement équilibré dans le CLPE**, contre un solde négatif au niveau régional. Cette situation se vérifie dans la CA du Pays de Montbéliard. Le solde naturel est même positif dans la Cc du Pays de Maïche. En revanche, il est négatif dans les autres EPCI du territoire et particulièrement dans la Cc des Deux Vallées Vertes.

## Une population plus jeune qu'en moyenne régionale mais qui vieillit

La population du CLPE de Montbéliard est plus jeune qu'en moyenne régionale, ce qui explique le solde naturel plus favorable. C'est particulièrement le cas dans la Cc du Pays de Maïche. Toutefois, comme à l'échelon régional, **le territoire est touché par le vieillissement de sa population**. Cette tendance affecte l'ensemble du territoire. Elle est plus soutenue dans la CA du Pays de Montbéliard et la Cc des Deux Vallées Vertes. Le vieillissement concerne également la population active, dont les actifs en emploi, et devrait perdurer selon les projections de population. Les besoins de services à domicile, de soins de proximité et, plus globalement, d'accompagnement de la dépendance sont ainsi de plus en plus nombreux. Or, l'accès aux équipements est difficile pour les populations des territoires ruraux du CLPE, les services étant centralisés dans le Pays de Montbéliard.



<sup>1</sup> Les sources de données utilisées dans ce document sont consultables page 27.

La localisation du territoire à proximité de pôles d'emplois importants et le déclin de l'emploi local (voir page 8) entraînent **une forte mobilité domicile-travail**. En outre, la relative petite superficie du territoire du CLPE et sa bonne accessibilité facilitent les sorties du territoire ainsi que les entrées dans le territoire. Ainsi, **la proportion d'actifs du CLPE travaillant à l'extérieur progresse fortement et atteint 31 %**. Ces "sortants" travaillent principalement en Suisse et dans le CLPE du Territoire de Belfort, largement devant, puis dans les CLPE de Besançon, de Pontarlier, de Lure-Luxeuil-Héricourt et en région Grand-Est (proximité de Mulhouse).

**Le travail frontalier** s'est particulièrement développé. Plus de 8 200 travailleurs frontaliers sont recensés (source INSEE RP 2022). Leur nombre est en forte hausse dans la CA du Pays de Montbéliard et dans la CC du Pays de Maïche. Avec 43 % de travailleurs frontaliers parmi ses actifs en emploi, cette dernière est particulièrement dépendante de l'économie suisse. Près des trois quarts travaillent dans l'industrie et 61 % occupent un poste d'ouvrier. Outre les emplois directs, le territoire du CLPE bénéficie d'emplois induits liés à la présence de travailleurs frontaliers. En effet, le développement de l'économie résidentielle, pour répondre aux besoins de cette population et à leur fort pouvoir d'achat lié aux salaires élevés pratiqués en Suisse, est constaté. En contrepartie, le territoire est dépendant des fluctuations de l'économie suisse, les difficultés de recrutement des entreprises locales sont aggravées et les inégalités de revenus soutenues posent la question de la cohésion sociale du territoire. Le travail frontalier engendre, par ailleurs, d'importants flux routiers et donc des nuisances. Plus généralement, la population du territoire est très dépendante de la voiture pour se rendre au travail, notamment dans la CC du Pays de Maïche.

**Le territoire est également attractif du point de vue économique** avec 27 % des emplois dans le CLPE occupés par des actifs qui résident à l'extérieur. Ces "entrants" résident dans le CLPE du Territoire de Belfort très largement, puis dans les CLPE de Lure-Luxeuil-Héricourt, de Besançon, en région Grand-Est et dans le CLPE de Pontarlier.

**Les solde de navetteurs est, au final, négatif avec davantage de sorties du territoire que d'entrées**, principalement en raison des flux importants vers la Suisse.



En savoir plus...

## Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



### Un territoire historiquement industriel

**Le savoir-faire industriel, en particulier dans la filière automobile (constructeur, équipementiers, sous-traitants, R&D, conception-recherche-innovation), la maroquinerie de luxe ou encore dans l'horlogerie, est une spécificité emblématique du territoire.** Le CLPE de Montbéliard est ainsi caractérisé par la plus forte proportion d'emplois industriels de la région, derrière le CLPE de Saint-Claude.

Les secteurs industriels les plus employeurs sont la Fabrication de matériels de transport (nettement dominant), la Métallurgie et fabrication de produits métalliques, les Industries agroalimentaires, les Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements (dont la lunetterie, l'horlogerie, la fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie et d'instruments de musique, la fabrication de meubles, la fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire), la Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure. Les plus spécifiques au CLPE, par rapport à la région, sont la Fabrication de matériels de transport, la Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (maroquinerie de luxe notamment), la Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et la Métallurgie et fabrication de produits métalliques.

Le territoire tire aussi profit de la proximité du bassin industriel de Belfort et pourrait bénéficier du développement de la filière hydrogène. Le CLPE est, par ailleurs, localisé au sein du Territoire d'industrie du Nord Franche-Comté et bénéficie ainsi d'un accompagnement à la réindustrialisation. L'expertise du Pôle de compétitivité Véhicule du futur et du Pôle de compétitivité Alliance Luxe et Précisions Doubs est un autre atout industriel du territoire. Enfin, l'existence d'une offre de formation en lien avec la spécificité industrielle du territoire (l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard - UTBM -, le CFA de l'industrie ou encore l'École Boudard avec des formations d'excellence aux métiers du cuir et de la maroquinerie de luxe) participe à l'excellence industrielle du CLPE.

**Le CLPE fait toutefois partie des territoires français les plus touchés par le recul de l'emploi industriel sur le long terme et cumule des effets structurels négatifs.** Il souffre de sa forte spécialisation sur des secteurs d'activité exposés à la concurrence internationale, notamment la filière automobile. La concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements est une autre source de fragilité, en positionnant le territoire dans une situation de forte dépendance, le tout dans un contexte international où les mesures protectionnistes se multiplient. L'éloignement de grandes métropoles est un autre élément pénalisant les filières industrielles du CLPE. Enfin, l'industrie doit faire face à de fortes difficultés de recrutement en raison du déficit d'attractivité du territoire, des formations et des métiers industriels mais aussi, de la concurrence de l'industrie suisse et de son déclin démographique.



Dans le CLPE, **l'industrie continue de perdre des emplois entre les deux derniers recensements de la population de manière plus soutenue qu'à l'échelon régional. Cette diminution fait partie des plus marquées de la région.** La baisse concerne la Fabrication de machines et équipements, la Fabrication de matériels de transport, la Plasturgie, les Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements et la Métallurgie et fabrication de produits métalliques.

Une progression de l'emploi est, toutefois, mesurée dans la Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure, la Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution, les Industries agroalimentaires, la Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, le Travail du bois, industries du papier et imprimerie et la Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

**La proportion d'emplois dans le secteur tertiaire non marchand est, en revanche, inférieure à celle mesurée au niveau régional.** L'Administration publique et la Santé (Hôpital Nord Franche-Comté dans le CLPE voisin du Territoire de Belfort) sont sous-représentées dans le territoire. Les proportions d'emplois dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et dans l'Enseignement sont proches de la moyenne régionale. L'emploi public, présent dans ces secteurs, est bénéfique pour le territoire car ces emplois sont moins exposés aux crises et à la concurrence internationale que, par exemple, les emplois industriels. L'emploi public est toutefois soumis aux orientations budgétaires nationales, dans un contexte de contraction de l'emploi sur le long terme et de renouvellement partiel de départs à la retraite.

**Entre les deux derniers recensements de la population, l'emploi tertiaire non marchand diminue dans le CLPE.** Cette baisse est nettement plus soutenue qu'en région. La Santé y contribue fortement en raison du transfert de l'hôpital de Montbéliard vers l'Hôpital Nord Franche-Comté à Trévenans. La diminution est plus modérée dans l'Administration publique. À l'inverse, des hausses de l'emploi sont enregistrées dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et dans l'Enseignement.



Agriculture



Industrie



Tertiaire marchand



Tertiaire non marchand

De même, **la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire marchand est inférieure à la moyenne régionale** (commerce, transport-entrepasage, hôtellerie-restauration...). Les secteurs tertiaires marchands qui emploient le plus d'actifs sont le Commerce, les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie), les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie) et le Transport-entrepasage. Les Activités de services administratifs et de soutien et les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques sont davantage présentes dans le CLPE qu'en BFC, en lien avec la spécificité industrielle du territoire (intérim et bureaux d'études classés dans ces secteurs tertiaires marchands).

Le secteur tertiaire marchand peut également tirer profit du potentiel touristique du territoire. L'emploi touristique est notamment plus développé dans la CA du Pays de Maïche qu'en région. Le territoire s'appuie sur le PNR du Doubs horloger, son patrimoine naturel (moyenne montagne, forêt, sources, rivières, karst, gorges, richesse de la faune et de la flore, randonnées pédestres, équestres, ski, VTT...), culturel (productions agricoles, architecture...), industriel (automobile, horlogerie, bois...), etc. Le tourisme demeure toutefois confidentiel dans le CLPE en raison d'un offre hôtelière limitée, du déficit d'image des métiers et du territoire, du rétrécissement et de l'irrégularité de la saison hivernale, en lien avec le changement climatique et l'enneigement variable selon les années.

**L'emploi tertiaire marchand augmente néanmoins entre les deux derniers recensements.** Cette hausse reste inférieure à celle enregistrée en région. Elle se vérifie dans Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (dont en partie pour l'industrie), les Activités informatiques et services d'information, les Activités immobilières, les Arts, spectacles et activités récréatives, les Autres activités de services, le Transport-entreposage, les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie) et les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie). En revanche, des baisses sont relevées dans l'Hébergement-restauration et les Activités financières et d'assurance.

**L'emploi agricole est globalement moins présent dans le CLPE qu'en région** du fait du poids important de la CA du Pays de Montbéliard, territoire urbain très industrialisé. Il est davantage présent dans les territoires ruraux du CLPE. Un savoir-faire agricole existe avec des productions valorisées sous signe de qualité (élevage bovins lait dominant : AOP Comté, Morbier) et un système coopératif en fruitières. Le secteur doit faire face au vieillissement des chefs d'exploitation. Il affiche toutefois un taux de remplacement des exploitants plus élevé qu'en moyenne régionale. L'exposition aux changements climatiques, aux sécheresses notamment, s'ajoute à cette difficulté au même titre que la crise sanitaire bovine actuelle. La filière bois, adossée à l'AOC bois du Jura, est également présente avec les activités de gestion et d'exploitation forestière, de travaux forestiers, de la construction bois et du travail du bois. Comme l'élevage bovin, l'exploitation forestière est exposée aux conséquences du changement climatique et aux crises sanitaires. En outre, la filière doit faire face à d'importantes difficultés de recrutement liées au déficit d'attractivité des formations et des métiers de la forêt.

**Sur le long terme, l'emploi agricole et forestier diminue malgré la hausse du salariat. L'emploi se stabilise sur une période plus récente** (entre les deux derniers recensements de la population) contre une baisse en région.

## Un territoire impacté par les enjeux de la transition écologique

**La structure de l'emploi du territoire met la transition écologique au centre des préoccupations.** En effet, **l'industrie est particulièrement concernée** au regard de l'enjeu écologique de décarbonation des processus de production et de la hausse du coût de l'énergie.

**Le secteur agriculture-sylviculture est, pour sa part, exposé aux changements climatiques** en raison des sécheresses de plus en plus fréquentes, qui impactent la qualité du fourrage, ou encore de la concentration de fortes précipitations, qui pèsent sur la qualité des productions. Les températures élevées fragilisent, par ailleurs, les forêts et favorisent la multiplication d'insectes (scolytes) pouvant nécessiter des coupes sanitaires. **L'évolution des attentes sociétales, l'orientation de l'agriculture et de la sylviculture vers des pratiques plus durables et plus respectueuses de la nature impactent également le secteur.**

Enfin, **la proportion élevée d'actifs mobiles et la forte dépendance à la voiture** posent la question de la transition vers une mobilité moins émettrice de carbone.

**La part d'emplois dans la construction (le bâtiment et les travaux publics principalement) dans le territoire est conforme à celle relevée en Bfc. L'emploi progresse dans ce secteur** entre les deux derniers recensements mais de manière plus modérée qu'au niveau régional.

Au final, **tous secteurs d'activité confondus, l'emploi diminue dans le territoire du CLPE de Montbéliard entre les deux derniers recensements contre une augmentation en Bfc.**



En savoir plus...

## SOURCES UTILISÉES POUR ANALYSER L'EMPLOI

• **Le Recensement de la population (Rp) de l'INSEE pour l'emploi total** (pages 4 à 7)  
Le Rp de l'INSEE permet de réaliser **une analyse structurelle de l'emploi**.

C'est la seule source de données permettant d'observer l'emploi total au lieu de travail : emploi privé, public, salarié, non salarié. Le recensement est le résultat d'un sondage de la population sur 5 ans (exemple : de 2020 à 2024 pour le Rp millésimé 2022).

• **Les données URSSAF pour l'emploi salarié privé** (ci-dessous)  
Les données URSSAF sont plus récentes mais moins complètes que celles issues du Rp de l'INSEE. Elles permettent de **compléter l'analyse par des informations plus conjoncturelles**.

Elles couvrent l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel cotisant aux URSSAF.

Elles n'incluent donc pas :

- les établissements du secteur public,
- les établissements relevant du régime agricole (suivis par la MSA),
- les particuliers employeurs,
- les actifs non salariés.

## L'emploi progresse t-il ?



### Une baisse de l'emploi salarié privé

**Une diminution de l'emploi salarié privé est observée entre 2014 et 2025** contre une progression au niveau régional.

**Sur le court terme (3<sup>e</sup> trimestre 2024-3<sup>e</sup> trimestre 2025), l'emploi salarié privé baisse également dans le territoire du CLPE**, baisse plus marquée qu'en BFC. Cette tendance se vérifie dans l'ensemble des secteurs d'activité en particulier dans les services (hors commerce).

Des diminutions sont constatées dans la Construction de véhicules automobiles, la Fabrication d'autres équipements automobiles, les Activités des agences de publicité, l'Aide à domicile, les Transports routiers de fret interurbains, les Supermarchés ou encore les Activités de sécurité privée.

En revanche, les activités de Nettoyage courant des bâtiments, des Agences de travail temporaire, des Autres mises à disposition de ressources humaines et de Fabrication de motocycles affichent des hausses.

**La situation est aussi défavorable pour l'emploi intérimaire à l'échelle du département du Doubs** au regard de la diminution mesurée dans le territoire entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2025. Elle est particulièrement soutenue pour les femmes, les seniors et les jeunes. La diminution de l'emploi intérimaire concerne principalement les services (hors commerce).

Dans le CLPE, l'industrie concentre plus de 7 emplois intérimaires sur 10 et près de 9 sur 10 sont exercés par des ouvriers.

De même, **le nombre de déclarations préalables à l'embauche enregistrées dans le CLPE par l'URSSAF, entre janvier et décembre 2025, est orienté à la baisse**. Plus marquée qu'en moyenne régionale, la diminution touche tous les publics : femmes, hommes, jeunes, seniors. Elle concerne la construction, les services (hors commerce) et l'industrie. En revanche, au cours de la même période, le nombre de déclarations préalables à l'embauche augmente légèrement dans le commerce.

**Les indicateurs globalement négatifs décrivant l'évolution de l'emploi sur le court et le long termes font partie des facteurs explicatifs du déclin démographique du territoire**, en particulier du nombre important de départs et du déficit d'attractivité résidentielle (voir page 3).



En savoir plus...

# Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



## Une baisse de l'emploi salarié privé qui a des conséquences sur la demande et l'offre d'emploi

Entre décembre 2024 et décembre 2025, **le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC progresse dans le CLPE plus fortement qu'en région**. Cette augmentation touche particulièrement les jeunes, les hommes et les chômeurs de longue durée (CLD). Les hommes sont, par ailleurs, plus nombreux parmi les demandeurs d'emploi dans le CLPE qu'en BFC. **Les demandeurs d'emploi semblent globalement plus "éloignés" de l'emploi qu'en moyenne régionale**. En effet, les proportions de CLD, de demandeurs d'emploi ABC bénéficiaires du RSA et de ceux vivant en Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont plus élevées dans le CLPE. De plus, leur niveau de formation et de qualification est plus faible qu'en région.

En outre, **le taux de chômage mesuré dans la zone d'emploi de Montbéliard au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 est le plus élevé de Bfc**. De surcroît, la progression enregistrée sur un an est la plus marquée de la région.

Enfin, **le nombre d'offres d'emploi enregistrées par France Travail diminue sur un an** (janvier - décembre 2025). Cette baisse, toutefois légèrement moins soutenue qu'à l'échelon régional, touche les secteurs de l'industrie, des services (hors commerce) et du commerce. Seul le secteur de la construction affiche une progression du nombre d'offres d'emploi. La diminution globale concerne uniquement les offres d'emploi durables (supérieures à 6 mois).



En savoir plus...

## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



## Une offre de formation en lien avec la spécificité industrielle du territoire et concentrée dans le Pays de Montbéliard

### L'offre de formation initiale

Dans le CLPE de Montbéliard, **l'offre de formation initiale** s'articule, d'une part, autour de six lycées : trois lycées généraux, technologiques ou polyvalents situés à Montbéliard et Valentigney, trois lycées professionnels (à Montbéliard, Audincourt et Mandeuve) et, d'autre part, autour d'une vingtaine d'établissements proposant des formations en apprentissage (12 à Montbéliard, 3 à Bethoncourt, 2 à Audincourt, 1 à Étupes, Exincourt, Allenjoie, Mandeuve, Sochaux et Valentigney).



Les formations en apprentissage sont notamment portées par quatre lycées, l'Université (UFR Sciences, techniques et gestion de l'industrie, UFR Staps, LUT de Belfort-Montbéliard, UTBM), des CFA (CFA du transport et de la logistique, CFA du bâtiment, CFA de l'industrie...), l'École Boudard (formations d'excellence aux métiers du cuir et de la maroquinerie de luxe), l'Institut de formations aux métiers de la santé (IFMS Nord Franche-Comté), le Greta, etc.

Les établissements et l'offre de formation sont fortement concentrés dans le Pays de Montbéliard ce qui impose aux populations des autres territoires du CLPE d'**être mobiles pour accéder à la formation.**

**L'offre de formation dans l'enseignement supérieur<sup>2</sup>** est donc principalement structurée autour de l'Université, de lycées, de CFA et de l'IFMS. L'UTBM est un établissement emblématique du territoire. De renommée internationale, il propose des Masters, des formations d'ingénieur, des Doctorats en cohérence avec le caractère industriel du territoire.

Cette offre de formation peut se révéler parfois trop spécifique et relativement restreinte comparée à d'autres territoires ce qui entraîne des départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement à la fin de leurs études. Ainsi, les trois quarts des néo-bacheliers quittent le territoire en entrant dans l'enseignement supérieur contre 58 % en moyenne nationale (échelle de la zone d'emploi de Montbéliard, Parcoursup 2022). La problématique de mobilité est de nouveau posée. Elle est nécessaire pour accéder à une offre de formation plus complète à Besançon, à Dijon ou dans d'autres régions.

**L'offre de formation initiale existante au sein du territoire du CLPE reflète, pour partie, les caractéristiques de l'emploi local<sup>3</sup>.**

**Sous statut d'élève, la spécificité industrielle du territoire apparaît** via les spécialités des Technologies industrielles fondamentales (du CAP au Bac+5, dont diplôme d'ingénieur UTBM spécialité mécanique et ergonomie), des Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP, dont CAP conducteur d'installations de production), de la Métallurgie (CAP, dont CAP art et techniques de la bijouterie-joaillerie option polissage finition), de la Plasturgie, matériaux composites (du CAP au Bac, dont CAP composites, plastiques chaudronnés, Bac pro plastiques et composites), des Cuirs et peaux (Bac pro métiers du cuir option maroquinerie), des Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac et Bac+2, Bac pro maintenance des systèmes de production connectés, BTS maintenance des véhicules option voitures particulières), des Moteurs et mécanique auto (CAP et Bac, dont CAP maintenance des véhicules option voitures particulières, Bac pro maintenance des véhicules option motos, option véhicules de transport routier, option voitures particulières) ou encore des Structures métalliques (Bac pro construction et aménagement de véhicules, Bac pro construction des carrosseries, Bac pro carrossier peintre automobile).

**Des formations aux métiers de l'action sociale** sont aussi enseignées et font écho à une autre spécificité du territoire : Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP et Bac, dont CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne) et Travail social (CAP accompagnant éducatif petite enfance).

**D'autres spécialités de formation** sont également dispensées :

- Numérique (du Bac au Bac+5),
- Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle (Bac+2),

<sup>2</sup> Offre de formation dans l'enseignement supérieur détaillée disponible page 20.

<sup>3</sup> **Avertissement**

La relation formation-emploi n'est pas toujours directe et linéaire. Une personne sortant de formation n'exercera pas nécessairement le métier en lien avec la formation suivie et ne s'insérera pas obligatoirement dans le secteur d'activité attendu. En outre, une proportion de sortants formés sur le territoire est susceptible de le quitter pour poursuivre leur parcours professionnel.

- Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance (du CAP au Bac+2),
- Animation sportive, culturelle et de loisirs (du CAP au Bac+3),
- Santé (du CAP au Bac+5),
- Langues vivantes, civilisations étrangères et régionales (du Bac au Bac+5),
- Commerce-vente (du CAP au Bac+3),
- Agroalimentaire, alimentation, cuisine (du CAP au Bac), etc.<sup>4</sup>

**En apprentissage, des formations industrielles** sont également représentées avec les spécialités Cuir et peaux (du CAP au Bac+2, dont CAP maroquinerie, CAP sellerie générale, Titre Sellier maroquinier d'art, Bac pro métiers du cuir option maroquinerie, BTS métiers de la mode - chaussure et maroquinerie), Énergie, génie climatique (du CAP au Bac+5, dont Ingénieur UTBM spécialité génie électrique, Licence nouvelles mobilités électriques), Mécanique générale et de précision, usinage (niveau CAP, Titre opérateur-régulateur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière), Métallurgie (Bac et Bac+3, dont BMA spécialité bijou option bijouterie polissage finition, Licence pro métiers de l'industrie : conception et processus de mise en forme des matériaux), Moteurs et mécanique auto (niveau Bac, Bac pro maintenance des véhicules option voitures particulières, option véhicules de transport routier, option motocycles), Plasturgie, matériaux composites (Bac pro plastiques et composites), Spécialités pluritechnologiques des transformations (Bac+2, BTS europlastics et composites option pilotage et optimisation de la production), Structures métalliques (du CAP au Bac+2, dont CAP réalisations industrielles en chaudronnerie et soudage option chaudronnerie, Bac pro carrossier peintre automobile, Bac pro construction et aménagement de véhicules, Bac pro technicien en chaudronnerie industrielle, BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle), Technologies industrielles fondamentales (du Bac+2 à Bac+5, dont Licence pro métiers de l'industrie : conception et amélioration de processus et procédés industriels parcours industrie du cuir et de la mode, Ingénieur UTBM spécialité mécanique parcours mécanique et transport).

**Les formations en lien avec l'action sociale** sont aussi représentées en apprentissage avec les Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Bac et Bac+2, dont Bac pro accompagnement, soins et services à la personne, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social) et le Travail social (CAP accompagnant éducatif petite enfance).

**D'autres spécialités de formation** sont également proposées en apprentissage :

- Numérique (de Bac+3 à Bac+5),
- Animation culturelle, sportive et de loisirs (de CAP à Bac+3),
- Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance (Bac et Bac+2),
- Bâtiment finitions (CAP),
- Électricité-électronique (CAP et Bac),
- Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP et Bac),
- Commerce-vente (de CAP à Bac+3),
- Agroalimentaire, alimentation, cuisine (CAP et Bac),
- Transport-manutention-magasinage (de CAP à Bac+5), etc.<sup>4</sup>

## L'offre de formation pour les demandeurs d'emploi

**L'offre de formation continue, financée sur fonds publics et destinée aux demandeurs d'emploi**, inclut, dans le CLPE de Montbéliard, des formations sans niveau spécifique et des formations certifiantes de niveaux CAP à Bac+3.

Les publics peuvent bénéficier de **formations en amont de la qualification** via des plateformes DAQ à Bethoncourt, Maîche et Pont-de-Roide-Vermondans, des formations linguistique (DFL action illettrisme à Bethoncourt et Maîche, DFL action FLE à Montbéliard, Bethoncourt et Maîche, Formations linguistiques primo-arrivants à Audincourt, Parcours linguistique OFII à Montbéliard) ou encore l'École des parents (OEPRE à Audincourt, Bethoncourt, Montbéliard et Seloncourt). Ces dispositifs ont pour objectifs de construire un projet professionnel, de remobiliser ou d'acquérir des compétences complémentaires préalables à un parcours qualifiant ou à une insertion professionnelle.

<sup>4</sup> Offre de formation davantage détaillée pages 21 à 25.

**Parmi les formations certifiantes, le niveau CAP est le plus fréquent devant le niveau Bac car l'offre de formation est construite pour répondre prioritairement aux besoins de qualification des publics les moins qualifiés et les plus fragiles. Les spécialités de formation en lien avec la structure de l'emploi local sont, à nouveau, présentes :**

- Niveau CAP :

Cuir et peaux (Sellier maroquinier d'art),

Métallurgie (Productions industrielles Nord-Franche-Comté),

Structures métalliques (Titre soudeur industriel et Titre tuyauteur industriel),

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne).

- Niveau Bac :

Structures métalliques (Titre technicien polyvalent en chaudronnerie).

**D'autres spécialités de formation** sont également dispensées : Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP et Bac), Agroalimentaire, alimentation, cuisine (CAP), Animation culturelle, sportive et de loisirs (CAP et Bac), Commerce, vente (CAP et Bac), Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (Bac+2 et +3), Santé (Bac et Bac+3), Sécurité (CAP), Transport, manutention, magasinage (CAP), etc.

L'ensemble des formations certifiantes sont localisées dans le Pays de Montbéliard. Comme pour la formation initiale, **la question de la mobilité des populations des autres territoires du CLPE pour accéder à la formation se pose.**



En savoir plus...

## Quels niveaux de formation et de qualification ?



### De plus faibles niveaux de formation et de qualification qu'en région

L'offre de formation existante peut influencer sur le niveau de formation de la population du territoire. **Ce dernier est légèrement plus faible qu'en région tant pour la population dans son ensemble que, plus spécifiquement, pour les jeunes.** Les proportions de personnes non diplômées ou de niveau CAP sont plus élevées dans le CLPE qu'à l'échelon régional alors que celles de diplômées de l'enseignement supérieur sont plus faibles. Les besoins de l'économie locale, en termes de niveau de qualification attendu, expliquent aussi ce niveau de formation inférieur à la moyenne régionale.

En effet, **le niveau de qualification des actifs en emploi est plus faible dans le CLPE qu'en BFC. Il est, par ailleurs, fortement influencé par le caractère industriel du territoire.** Ainsi, les proportions d'ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, de techniciens, d'ouvriers qualifiés et non qualifiés de l'industrie et d'ouvriers non qualifiés de l'artisanat sont plus fortes qu'en région. En outre, l'élévation du niveau de qualification des actifs en emploi observée ailleurs en région est moins nette dans le territoire.

**Ce constat de plus faibles niveaux de formation et de qualification se vérifie parmi les demandeurs d'emploi** du CLPE.

**Ces plus faibles niveaux de qualification et de formation fragilisent les actifs** en cas de perte d'emploi car ils rendent plus complexes les reconversions vers d'autres métiers qui peuvent nécessiter des qualifications de niveau supérieur.



En savoir plus...

# Quel niveau de précarité sur le territoire ?



## Une problématique centrale dans la CA du Pays de Montbéliard

**Le niveau de vie de la population du CLPE de Montbéliard est inférieur à la moyenne régionale.** Il est particulièrement bas dans la CA du Pays de Montbéliard. Les communes de la CC des Deux Vallées Vertes sont également sous la moyenne régionale mais de manière moins soutenue. Le niveau de vie est, en revanche, nettement supérieur dans la CC du Pays de Maïche, du fait des revenus élevés des travailleurs frontaliers. Il est proche du niveau régional dans la CC de Sancey-Belleherbe.

**Les mêmes disparités existent à la lecture du taux de pauvreté. Ce dernier est largement supérieur au taux régional** en raison notamment du taux très élevé mesuré dans la CA du Pays de Montbéliard. Le taux de pauvreté est inférieur dans les autres EPCI du CLPE, en particulier dans les CC du Pays de Maïche et de Sancey-Belleherbe.

**La présence de neuf QPV dans la seule unité urbaine de Montbéliard explique en grande partie cette situation.** Ces QPV se caractérisent par davantage de personnes non diplômées, en proportion, que dans les autres QPV de la région et par un plus fort taux d'inactivité des femmes. Le territoire du CLPE affiche ainsi la plus forte proportion de population vivant en QPV de BFC.

Les disparités entre les territoires composant le CLPE sont également visibles à l'analyse des inégalités de revenus. **Le territoire affiche de plus fortes inégalités de revenus qu'en moyenne régionale**, notamment dans la CC du Pays de Maïche et la CA du Pays de Montbéliard. Ces inégalités sont liées à l'écart très important de revenus entre les travailleurs frontaliers et les autres actifs ou entre postes très qualifiés et postes peu qualifiés (ingénieurs de l'industrie / ouvriers non qualifiés par exemple). Elles posent la question de **la cohésion sociale du territoire**.

**D'autres indicateurs soulignent l'importance des situations de précarité présentes dans le CLPE :**

- le taux de chômage le plus élevé de la région dans la zone d'emploi de Montbéliard,
- des demandeurs d'emploi de catégories ABC plus "éloignés de l'emploi" qu'en région (plus de CLD, de bénéficiaires du RSA, de résidents en QPV, d'ouvriers non qualifiés, de plus faibles niveaux de formation et de qualification),
- une part de non diplômés et de jeunes non diplômés plus forte qu'en BFC,
- une proportion de JIC (Jeunes inactifs ou chômeurs) supérieure à la valeur relevée en région,
- des facteurs de risque d'illettrisme élevés dans la CA du Pays de Montbéliard.

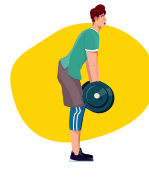
**Des personnes en emploi peuvent également être en situation de précarité en raison de la qualité des emplois occupés. Les femmes du territoire travaillent plus souvent à temps partiel** qu'en moyenne régionale, dont une partie, non mesurable ici, de façon subie. De plus, le CLPE affiche **la plus forte part d'emplois intérimaires de BFC** au sens du recensement de la population. Enfin, les niveaux de formation et de qualification des actifs en emploi sont plus faibles qu'au plan régional. Ces caractéristiques peuvent être synonymes de précarité.



En savoir plus...



# Forces / Faiblesses



Montbéliard



- Le territoire est-il attractif ?  
Un territoire qui perd de la population faute d'attractivité



- Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?  
Une population plus jeune qu'en moyenne régionale mais qui vieillit



- Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?  
Un territoire historiquement industriel



- L'emploi progresse-t-il ?  
Une baisse de l'emploi salarié privé



- Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?  
Une baisse de l'emploi salarié privé qui a des conséquences sur la demande et l'offre d'emploi



- Quelle offre de formation accessible ?  
Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?  
Une offre de formation en lien avec la spécificité industrielle du territoire et concentrée dans le Pays de Montbéliard



- Quels niveaux de formation et de qualification ?  
De plus faibles niveaux de formation et de qualification qu'en région



- Quel niveau de précarité sur le territoire ?  
Une problématique centrale dans la CA du Pays de Montbéliard



## Forces



## Le territoire est-il attractif ?



## Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?

## Faiblesses



- Un territoire urbain, parmi les plus fortes densités de population de la région (139 habitants/km<sup>2</sup>). Constat qui ne concerne que la CA du Pays de Montbéliard.
- 3<sup>e</sup> CLPE le plus peuplé de BFC, 6 % de la population régionale.

Rôle structurant de la CA du Pays de Montbéliard : plus des trois quarts de la population du CLPE.

- Localisation stratégique : axe Rhin-Rhône.

Proximité de Belfort, de la Suisse, de Besançon et de Mulhouse notamment.

- Sud du CLPE dans le Parc naturel régional (PNR) du Doubs horloger, parc transfrontalier avec la Suisse.

- Une très bonne accessibilité

Réseau autoroutier : A36  
LGV, gare TGV Belfort-Montbéliard  
Relative proximité de l'aéroport international de Mulhouse-Bâle.

- Hausse de la population dans les Cc du Pays de Maïche et du Pays de Sancey-Belleherbe.

- Solde naturel à l'équilibre dans le CLPE contre un solde négatif en région. Situation observée dans la CA du Pays de Montbéliard. Solde positif dans la Cc du Pays de Maïche.

- Population plus jeune qu'en moyenne régionale notamment dans la Cc du Pays de Maïche.

Cc du Pays de Sancey-Belleherbe et des Deux Vallées Vertes proches de la moyenne régionale.

- Forte mobilité domicile-travail : 31 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur.

Principaux lieux de travail des "sortants" : Suisse et CLPE de Belfort largement devant, puis CLPE de Besançon, de Pontarlier, de Lure-Luxeuil-Héricourt, région Grand-Est.

Proportion de "sortants" en forte hausse.

- Essor du travail frontalier : emplois directs et induits (développement de l'économie résidentielle en lien avec les salaires élevés des travailleurs frontaliers). Plus de 8 200 travailleurs frontaliers (source INSEE RP 2022). Forte hausse dans la CA du Pays de Montbéliard et dans la Cc du Pays de Maïche. Cette dernière est particulièrement dépendante du travail frontalier : 43 % de travailleurs frontaliers, près des trois quarts travaillent dans l'industrie et 61 % occupent un poste d'ouvrier.

- Les autres EPCI composant le CLPE sont des territoires ruraux peu densément peuplés.

- Baisse de la population entre les deux derniers recensements de la population (2016 et 2022) proche de la tendance régionale. Tendance qui se vérifie dans la CA du Pays de Montbéliard. Baisse plus soutenue dans les communes de la Cc des Deux Vallées Vertes.

- Baisse due aux mouvements migratoires négatifs, synonymes d'un déficit d'attractivité résidentielle. Baisse qui concerne l'ensemble du territoire à l'exception de la Cc du Pays de Sancey-Belleherbe.

- Solde naturel fortement négatif dans les communes de la Cc des Deux Vallées Vertes. Solde également négatif mais moins soutenu dans la Cc du Pays de Sancey-Belleherbe.

- Toutefois, vieillissement de la population, comme à l'échelon régional. Tendance qui touche l'ensemble du territoire et plus fortement la CA du Pays de Montbéliard et la Cc des Deux Vallées Vertes.

- Vieillesse qui concerne particulièrement la population active, dont les actifs en emploi, et qui devrait perdurer.

- Enjeu de vieillissement-accompagnement de la dépendance : accès aux services et aux équipements des personnes âgées, des besoins d'emplois dans la santé et les services à domicile.

- Accès aux équipements difficile pour les populations des territoires ruraux du CLPE (centralisation des services dans le Pays de Montbéliard).

- Forte dépendance à la voiture pour se rendre au travail, notamment dans les Cc du Pays de Maïche et des Deux Vallées Vertes.

- Dépendance à l'économie suisse, importants flux routiers, impact carbone, cohésion sociale, aggravation des difficultés de recrutement, indemnisation élevée des demandeurs d'emploi ex-travailleurs frontaliers...



## Forces



Le territoire est-il attractif ? (suite)



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?



## Faiblesses

- Attractivité économique : 27 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur. Principaux lieux de résidence des "entrants" : CLPE de Belfort très largement, puis CLPE de Lure-Luxeuil-Héricourt, de Besançon, région Grand-Est, CLPE de Pontarlier.

- Appartenance au Pôle métropolitain Nord-Franche-Comté : système économique intégré Belfort-Montbéliard-Delle-Héricourt qui dépasse les frontières du CLPE, de nombreux échanges entre chaque pôle.

- La relative petite superficie du territoire du CLPE et sa bonne accessibilité, notamment du Pays de Montbéliard, facilitent les sorties du territoire ainsi que les entrées dans le territoire.

- ➔ • Solde de navette négatif au final, en raison des flux importants vers la Suisse.



## Forces

Quelle structure de l'emploi ?  
Quelles spécificités ?

## Faiblesses



- La proportion d'emplois dans **l'industrie** la plus élevée de la région, derrière le CLPE de Saint-Claude.

- Savoir-faire industriel historique en particulier dans la filière automobile (constructeur, équipementiers, sous-traitants, R&D, conception-recherche-innovation), la maroquinerie, l'horlogerie.

- Secteurs industriels les plus employeurs :

- Fabrication de matériels de transport (nettement devant),

- Métallurgie et fabrication de produits métalliques,

- Industries agroalimentaires,

- Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements (dont lunetterie, horlogerie, fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie et d'instruments de musique, fabrication de meubles, fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire),

- Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure.

- Secteurs industriels les plus spécifiques du territoire (par rapport à la région) :

- Fabrication de matériels de transport,

- Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (maroquinerie de luxe notamment),

- Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques,

- Métallurgie et fabrication de produits métalliques,

- Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné.

- Potentiel de la filière hydrogène. Un écosystème hydrogène en développement dans le Nord Franche-Comté.

- CLPE au sein du Territoire d'industrie du Nord Franche-Comté (accompagnement à la réindustrialisation du territoire).

- ➔ Effets structurels négatifs :

- forte spécialisation dans des secteurs exposés à la concurrence internationale, forte dépendance à la filière automobile,
- concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements,
- conséquences de la très forte désindustrialisation sur le long terme,
- éloignement des grandes métropoles,
- concurrence de l'industrie suisse.

- À l'échelle nationale, parmi les territoires les plus touchés par le recul structurel de l'emploi industriel.

- Des difficultés de recrutement structurelles car : déficit d'attractivité des formations et des métiers industriels, manque d'attractivité du territoire, concurrence de la Suisse, recul démographique.

- Hausse du coût de l'énergie.

- Enjeu écologique, de décarbonation des processus de production industrielle.



## Forces

## Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ? (suite)



## Faiblesses

- Pôle de compétitivité Véhicule du futur et Pôle de compétitivité Alliance Luxe et Précisions Doubs.

- Une offre de formation en lien avec la spécificité industrielle du territoire : UFR Sciences, techniques et gestion de l'industrie, Université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), CFA de l'industrie, École Boudard (formations d'excellence aux métiers du cuir et de la maroquinerie de luxe), etc.

- Hausse toutefois de l'emploi dans les secteurs :  
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure,  
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution,  
Industries agroalimentaires,  
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné,  
Travail du bois, industries du papier et imprimerie,  
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

- Parts d'emplois dans les secteurs de l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et de l'Enseignement proches de la moyenne régionale.

- Des emplois tertiaires non marchands moins exposés aux crises et à la concurrence internationale.

- Hausse de l'emploi dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et dans l'Enseignement.

- Secteurs spécifiques au territoire (par rapport à la région) :  
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie),  
Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie),  
Activités immobilières.

- Potentiel touristique en particulier dans le PNR du Doubs horloger : patrimoine naturel (moyenne montagne, forêt, sources, rivières, karst, gorges, richesse de la faune et de la flore, randonnées pédestres, équestres, ski, VTT...), culturel (productions agricoles, architecture...), industriel (automobile, horlogerie, bois...), etc.  
- Emploi touristique plus développé qu'en région dans la CA du Pays de Maïche.

- Baisse de l'emploi industriel également entre les deux derniers recensements de la population, baisse plus marquée qu'en région, parmi les plus fortes de BFC.

- Une diminution qui se vérifie dans les secteurs :  
Fabrication de machines et équipements,  
Fabrication de matériels de transport,  
Plasturgie,  
Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements,  
Métallurgie et fabrication de produits métalliques.

• Proportion d'emplois dans **le secteur tertiaire non marchand** moins élevée qu'au niveau régional.  
Sous-représentation de l'Administration publique et de la Santé (Hôpital Nord Franche-Comté dans le CLPE voisin de Belfort).

- Secteur public soumis aux orientations budgétaires nationales : contraction de l'emploi public sur le long terme et renouvellement partiel de départs à la retraite.

- Baisse de l'emploi tertiaire non marchand entre les deux derniers recensements nettement plus forte qu'en BFC.  
Forte contribution à cette diminution du secteur de la Santé (dont transfert de l'hôpital de Montbéliard vers l'Hôpital Nord Franche-Comté à Trévenans).  
Une baisse plus modérée dans l'Administration publique.

• Proportion d'emplois dans **le secteur tertiaire marchand** inférieure à la moyenne régionale (commerce, transport-entreposage, hôtellerie-restauration...).

- Secteurs tertiaires marchands les plus employeurs :  
Commerce,  
Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie),  
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie),  
Transport-entreposage.

- Tourisme confidentiel, courts séjours, offre hôtelière limitée.  
- Rétrécissement et irrégularité de la saison hivernale (enneigement à long terme).  
- Saisonnalité de l'emploi.



## Forces

# Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ? (suite)



## Faiblesses

- Secteur tertiaire marchand en hausse entre les deux derniers recensements, augmentation moins soutenue que celle mesurée en région. Progression de l'emploi qui se vérifie dans les secteurs :  
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (dont en partie pour l'industrie),  
Activités informatiques et services d'information,  
Activités immobilières,  
Arts, spectacles et activités récréatives,  
Autres activités de services,  
Transport-entreposage,  
Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie),  
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie).

- Emploi agricole davantage présent dans les territoires ruraux du CLPE.  
- Productions agricoles valorisées, sous signe de qualité (élevage bovins lait dominant : AOP Comté, Morbier). Système coopératif en fruitières. Taux de remplacement des exploitants plus élevé qu'en moyenne régionale.  
- Filière bois : AOC bois du Jura, gestion et exploitation forestière, travaux forestiers, construction bois, travail du bois...

- Stabilité des emplois agricoles entre les deux derniers recensements de la population contre une baisse à l'échelon régional.

• Part d'emplois dans **le secteur de la construction** proche de la moyenne régionale. Progression de l'emploi entre les deux derniers recensements, hausse plus modérée qu'en région.

▶ - En revanche, des baisses mesurées dans les secteurs : Hébergement et restauration, Activités financières et d'assurance.

◀ • **Emploi agricole** globalement moins présent dans le CLPE qu'en région du fait du poids important de la CA du Pays de Montbéliard, territoire urbain très industrialisé.

◀ - Baisse de l'emploi agricole sur le long terme, malgré la hausse du salariat.

• Baisse de l'emploi **tous secteurs d'activité confondus** entre les deux derniers recensements de la population, contre une hausse en BFC.

• Forte proportion d'emplois intérimaires, la plus forte de BFC au sens du recensement de la population. Peut être synonyme de précarité.

• Davantage de travail à temps partiel qu'en moyenne régionale parmi les femmes, dont une partie potentiellement subie.



## Forces

# L'emploi progresse-t-il ?

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



## Faiblesses

• Sur le long terme (2014-2025), baisse de l'emploi salarié privé contre une progression en région.



## Forces

## L'emploi progresse-t-il ? (suite)

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



## Faiblesses

- Des hausses dans les activités :  
Nettoyage courant des bâtiments,  
Activités des agences de travail temporaire,  
Autres mises à disposition de ressources humaines,  
Fabrication de motocycles, etc.

• Baisse aussi de l'emploi salarié privé sur le court terme (3<sup>e</sup> trimestre 2024-3<sup>e</sup> trimestre 2025), baisse plus soutenue qu'en BFC.  
Diminution qui se vérifie dans l'ensemble des secteurs d'activité en particulier dans les services (hors commerce).

- Des diminutions de l'emploi dans les activités :  
Construction de véhicules automobiles,  
Fabrication d'autres équipements automobiles,  
Activités des agences de publicité,  
Aide à domicile,  
Transports routiers de fret interurbains,  
Supermarchés,  
Activités de sécurité privée, etc.

• Recul de l'emploi intérimaire à l'échelle du département du Doubs plus marquée qu'en région (3<sup>e</sup> trimestre 2024-3<sup>e</sup> trimestre 2025).  
Diminution soutenue pour les femmes, les seniors et les jeunes. Forte baisse dans les services (hors commerce).  
Dans le CLPE : plus de 7 emplois intérimaires sur 10 dans l'industrie, 87 % d'ouvriers.

• Forte diminution des déclarations d'embauche dans le CLPE, plus forte qu'au niveau régional (déclarations préalables à l'embauche URSSAF, janvier - décembre 2025). Tendance qui touche tous les publics : femmes, hommes, jeunes, seniors.

- Légère hausse des déclarations d'embauche dans le commerce (janvier - décembre 2025).

- Baisse dans la construction, les services (hors commerce) et l'industrie.



## Forces

## Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



## Faiblesses

• Taux de chômage le plus élevé de la région dans la zone d'emploi de Montbéliard (3<sup>e</sup> trimestre 2025). En hausse sur un an, la plus soutenue de BFC.

• Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC sur un an (décembre 2024-décembre 2025). Progression plus marquée que celle mesurée en région. Hausse qui touche particulièrement les jeunes et les hommes.

- Plus d'hommes, en proportion, parmi les demandeurs d'emploi ABC, qu'au plan régional.

- 50 % de chômeurs de longue durée (CLD) parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC. En forte hausse sur un an.

- Des demandeurs d'emploi ABC plus "éloignés de l'emploi" qu'en région : plus de CLD, de bénéficiaires du RSA, de résidents en QPV, d'ouvriers non qualifiés, des plus faibles niveaux de formation et de qualifications.

• Baisse des offres d'emploi enregistrées par France Travail sur un an (janvier - décembre 2025), recul légèrement moins marqué qu'en région.

- Baisse dans les secteurs d'activité de l'industrie, des services (hors commerce) et du commerce.

- Diminution qui concerne uniquement les offres d'emploi durables (supérieures à 6 mois).

- Hausse toutefois des offres d'emploi enregistrées dans la construction (janvier - décembre 2025).



## Forces

## Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ? (suite)



## Faiblesses

- Enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) 2026 de France Travail : 3 400 projets de recrutements dans le CLPE. 56 % des projets dans les services (notamment dans les activités de services administratifs et de soutien et la santé-action sociale), 20 % dans l'industrie, 14 % dans le commerce, 6 % dans la construction, 4 % dans l'agriculture.
- Moindre saisonnalité des besoins qu'en région (14 % de projets saisonniers contre 32 %).

- ➔ - 41 % de projets jugés difficiles, proportion toutefois moins élevée qu'en BFC (48 %).



## Forces

## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



## Faiblesses

- 6 lycées dans le CLPE :  
Trois lycées généraux, technologiques ou polyvalents (deux à Montbéliard, un à Valentigney)  
Trois lycées professionnels (à Montbéliard, Audincourt et Mandeure).
- 23 établissements proposant des formations en apprentissage (12 à Montbéliard, 3 à Bethoncourt, 2 à Audincourt, 1 à Étupes, Exincourt, Allenjoie, Mandeure, Sochaux et Valentigney).
- 4 lycées, Université Marie et Louis Pasteur - UFR Sciences, techniques et gestion de l'industrie, UFR STAPS, UTBM, IUT de Belfort-Montbéliard, CFA du transport et de la logistique, CFA du bâtiment, CFA de l'industrie, CFA Profession Sport Loisirs, Formapi, CFA Hermès, Institut de formation accompagnement et compétences du Pays de Montbéliard dont l'École Boudard (formations d'excellence aux métiers du cuir et de la maroquinerie de luxe), Institut de formations aux métiers de la santé, CNAM, GRETA, MFR, etc.

- ➔ - Quel avenir pour les établissements scolaires au regard des perspectives de fort vieillissement et de baisse de la population ?

- Concentration des établissements et de l'offre de formation dans le Pays de Montbéliard. Contrainte de mobilité pour les populations des autres territoires du CLPE.

- **Offre de formation dans l'enseignement supérieur :**

Sous statut d'élève :

Niveau Bac+2 :

BTS eurolastics et composites, BTS conseil et commercialisation de solutions techniques énergie et environnement, BTS électrotechnique, BTS maintenance des véhicules, BTS métiers de l'audiovisuel, BTS négociation et digitalisation de la relation client, Classe préparatoire technologie et sciences industrielles, BTS assurance, BTS management opérationnel de la sécurité, BTS métiers de la mode vêtements, DEJEPS animation socio-éducative ou culturelle, DEUST animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles, etc.

Niveau Bac+3 :

Designer numérique, Diplôme d'État d'infirmier, DESJEPS spécialité animation socio-éducative, culturelle et/ou sportive, BUT gestion administrative et commerciale des organisations, BUT mesures physiques, BUT métiers du multimédia et de l'internet, BUT réseaux et télécommunications, Licence pro mention métiers de la santé : technologies, Licence mention information-communication, Licence mention informatique, Licence mention LEA, Licence mention sciences de la vie, Licence STAPS ergonomie du sport et performance motrice, etc.

- ➔ - Une offre de formation dans l'enseignement supérieur spécifique et restreinte comparée à d'autres territoires qui entraîne des départs :

- Dans la zone d'emploi de Montbéliard : près de 76 % des néobacheliers quittent le territoire en entrant dans l'enseignement supérieur (contre 58 % en moyenne nationale, échelle des zones d'emploi, Parcoursup 2022).

- Mobilité nécessaire pour accéder à une offre de formation plus complète dans l'enseignement supérieur et des jeunes qui risquent de ne pas revenir après s'être formés.



## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)

**Forces****Faiblesses****Niveau Bac+5 :**

Diplôme d'État de masseur kinésithérapeute, Master mention gestion de l'environnement, Master mention information, communication, Master mention informatique, Master mention LEA, Master mention technologies de l'information, Diplôme d'ingénieur UTBM spécialité mécanique et ergonomie, etc.

**En apprentissage :**

Niveau Bac+2 : BTS europlastics et composites, BTS métiers des services à l'environnement, BTS management commercial opérationnel, BTS métiers de la mode chaussure et maroquinerie, Titre pro technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique, BTS conception des processus de réalisation de produits, BTS conception des produits industriels, BTS conception et réalisation de systèmes automatiques, BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle, BTS électrotechnique, Titre pro technicien supérieur en fabrication additive, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social, BTS assistance technique d'ingénieur, BTS maintenance des véhicules option voitures particulières et option véhicules de transport routier, Coordonnateur en prévention des risques, DEJEPS spécialité animation socio-éducative ou culturelle, DEUST animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles, Titre pro assistant commercial, Titre pro assistant de direction, Titre pro assistant import-export, Titre pro assistant RH, Titre pro gestionnaire comptable et fiscal, Titre pro gestionnaire de paie, etc.

**Niveau Bac+3 :**

Licence pro conception et amélioration de processus et procédés industriels, Licence pro métiers de l'électricité et de l'énergie, Licence pro métiers de l'industrie, BUT mesures physiques, BUT métiers du multimédia et de l'internet, BUT gestion administrative et commerciale des organisations, BUT réseaux & télécommunications, DEJEPS animation socio-éducative, culturelle et/ou sportive, Diplôme d'État d'infirmier, Licence nouvelles mobilités électriques, Licence pro évaluation des risques pour la santé et la sécurité en entreprise, Licence pro mention métiers de la santé, Licence pro mention métiers de l'industrie parcours industrie du cuir et de la mode, etc.

**Niveau Bac+5 :**

Ingénieur UTBM, spécialités génie électrique, informatique, logistique industrielle, mécanique, Master LEA, Master mention gestion de l'environnement, Master mention systèmes de calculs embarqués, Master mention technologies de l'information, etc.

- **Offre de formation initiale sous statut d'élève :** les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

**Industrie :**

- Spécialités pluri-scientifiques (du Bac au Bac+3, dont Classe préparatoire technologie et sciences industrielles, Licence STAPS ergonomie du sport et performance motrice).
- Physique-Chimie (Bac+3, dont BUT mesures physiques parcours techniques d'instrumentation et parcours matériaux et contrôles physico-chimiques).
- Technologies industrielles fondamentales (du CAP au Bac+5, dont diplôme d'ingénieur UTBM spécialité mécanique et ergonomie).
- Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP, dont CAP conducteur d'installations de production).
- Métallurgie (CAP, dont CAP art et techniques de la bijouterie-joaillerie option polissage finition).



## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



### Forces



### Faiblesses



- Plasturgie, matériaux composites (du CAP au Bac, dont CAP composites, plastiques chaudronnés, Bac pro plastiques et composites).
- Énergie, génie climatique (Bac+2, BTS électrotechnique).
- Habillement (CAP et Bac+2, CAP métiers de la mode vêtement flou, BTS métiers de la mode vêtements).
- Cuir et peaux (Bac pro métiers du cuir option maroquinerie).
- Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac et Bac+2, Bac pro maintenance des systèmes de production connectés, BTS maintenance des véhicules option voitures particulières).
- Moteurs et mécanique auto (CAP et Bac, dont CAP maintenance des véhicules option voitures particulières, Bac pro maintenance des véhicules option motos, option véhicules de transport routier, option voitures particulières).
- Structures métalliques (Bac, Bac pro construction et aménagement de véhicules, Bac pro construction des carrosseries, Bac pro carrossier peintre automobile).

#### Action sociale :

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP et Bac, dont CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne).
- Travail social (CAP accompagnant éducatif petite enfance).

#### D'autres spécialités de formation sont également dispensées.

##### Numérique :

- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission (du Bac au Bac+5, dont Licence mention informatique, BUT réseaux et télécommunications parcours pilotage de projets de réseaux, parcours internet des objets et mobilité, parcours cybersécurité, Master mention informatique).
- Mathématiques (Bac+3 et +5, Licence mention informatique, Master mention technologies de l'information).
- Spécialités plurivalentes de la communication et de l'information (Bac+3 et +5, Licence mention information-communication, BUT métiers du multimédia et de l'internet parcours stratégie de communication numérique et design d'expérience, parcours stratégie de communication numérique et design d'expérience, parcours développement web et dispositifs interactifs, parcours création numérique, Master mention information, communication).
- Autres disciplines artistiques et spécialités artistiques plurivalentes (Bac+3, Designer numérique).

**Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle** (Bac+2, BTS métiers de l'audiovisuel option techniques d'ingénierie et exploitation des équipements, option métiers du son, option métiers du montage et de la postproduction, option gestion de production).

**Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance** (du CAP au Bac+2, dont CAP agent de sécurité, Bac pro métiers de la sécurité, BTS management opérationnel de la sécurité).



## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

**Animation sportive, culturelle et de loisirs** (du CAP au Bac+3, dont CPJEPS animateur d'activités et de vie quotidienne dans toute structure de loisirs et d'animation socioculturelle, BPJEPS spécialité animateur mention loisirs tous publics, mention animation sociale, mention animation culturelle, mention activités du cirque, DEUST animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles, DEJEPS spécialité animation socio-éducative ou culturelle mention développement de projets, territoires et réseaux, mention coordination de projets, mention développement de projets, territoires et réseaux, mention animation sociale, DESJEPS spécialité animation socio-éducative ou culturelle mention direction de structure et de projet).

Ou encore, Santé (du CAP au Bac+5), Langues vivantes, civilisations étrangères et régionales (du Bac au Bac+5), Commerce-vente (du CAP au Bac+3), Agroalimentaire, alimentation, cuisine (du CAP au Bac), etc.

• **Offre de formation initiale en apprentissage** : les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

### Industrie :

- Cuirs et peaux (du CAP au Bac+2, dont CAP maroquinerie, CAP sellerie générale, Fabricant maroquinier d'art, Titre Sellier maroquinier d'art, Bac pro métiers du cuir option maroquinerie, BTS métiers de la mode chaussure et maroquinerie).
- Énergie, génie climatique (du CAP au Bac+5, dont Ingénieur UTBM spécialité génie électrique, Licence nouvelles mobilités électriques).
- Mécanique générale et de précision, usinage (niveau CAP, Titre opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière).
- Métallurgie (Bac et Bac+3, dont BMA spécialité bijou option bijouterie polissage finition, Licence pro métiers de l'industrie : conception et processus de mise en forme des matériaux).
- Moteurs et mécanique auto (niveau Bac, Bac pro maintenance des véhicules option voitures particulières, option véhicules de transport routier, option motocycles).
- Physique-Chimie (Bac+3, dont BUT spécialité mesures physiques parcours matériaux et contrôles physico-chimiques et parcours techniques d'instrumentation).
- Plasturgie, matériaux composites (Bac pro plastiques et composites).
- Spécialités pluritechnologiques des transformations (Bac+2, BTS europlastiques et composites option pilotage et optimisation de la production).
- Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac et Bac+2, dont Bac pro technicien en réalisation de produits mécaniques option réalisation et suivi de productions, BTS assistance technique d'ingénieur, BTS maintenance des véhicules option voitures particulières et option véhicules de transport routier).
- Structures métalliques (du CAP au Bac+2, dont CAP réalisations industrielles en chaudronnerie et soudage option chaudronnerie, Bac pro carrossier peintre automobile, Bac pro construction et aménagement de véhicules, Bac pro technicien en chaudronnerie industrielle, BTS conception des processus de réalisation de produits option production unitaire et option production sérielle, BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle).



## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



### Forces



### Faiblesses



- Technologies de commandes des transformations industrielles (niveau Bac+2, BTS conception et réalisation de systèmes automatiques, Titre pro technicien supérieur en fabrication additive).
- Technologies industrielles fondamentales (du Bac+2 à Bac+5, dont BTS conception des produits industriels, BTS conseil et commercialisation de solutions techniques, Licence pro conception et amélioration de processus et procédés industriels parcours innovation produit, parcours systèmes automatisés et parcours systèmes automatisés et robotique, Licence pro métiers de l'industrie conception et amélioration de processus et procédés industriels parcours industrie du cuir et de la mode, Ingénieur U<sub>TBM</sub> spécialité mécanique parcours mécanique et transport).

#### Action sociale :

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Bac et Bac+2, dont Bac pro accompagnement, soins et services à la personne, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social).
- Travail social (CAP accompagnant éducatif petite enfance).

#### D'autres spécialités de formation sont également dispensées.

##### Numérique :

- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (Bac+3 et +5, dont BUT réseaux & télécommunications parcours cybersécurité, parcours internet des objets et mobilité, parcours pilotage de projets réseaux, Ingénieur U<sub>TBM</sub> spécialité informatique parcours informatique, Master mention systèmes de calculs embarqués parcours internet des objets).
- Mathématiques (Bac+5, Master technologies de l'information parcours produits et services multimédia).
- Spécialité plurivalentes de la communication (Bac+3, BUT métiers du multimédia et de l'internet parcours création numérique, parcours développement web et dispositifs interactifs, parcours stratégie de communication numérique et design d'expérience).

**Animation culturelle, sportive et de loisirs** (du CAP au Bac+3, dont CPJEPS mention animateur d'activités et de vie quotidienne dans toute structure de loisirs et d'animation socioculturelle, BPJEPS spécialité animateur mention animation socio-éducative ou culturelle, BPJEPS spécialité éducateur sportif mention activités aquatiques et de la natation, mention activités de la forme option cours collectifs, mention activités de la forme option haltérophilie, musculation, mention activités physiques pour tous, mention équitation, DEJEPS spécialité animation socio-éducative ou culturelle mention coordination de projets, DESJEPS spécialité animation socio-éducative, culturelle et/ou sportive mention direction de structure et de projet, DEUST animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles).

**Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance** (Bac et Bac+2, dont Bac pro métiers de la sécurité, BP agent technique de prévention et de sécurité, BTS management opérationnel de la sécurité, Coordonnateur en prévention des risques).

Ou encore Bâtiment finitions (CAP), Électricité-électronique (CAP et Bac), Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP et Bac), Commerce-vente (du CAP au Bac+3), Agroalimentaire, alimentation, cuisine (CAP et Bac), Transport-manutention-magasinerie (CAP à Bac+5), etc.

## Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses



### • Offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi sur financements publics :

**Parmi les formations en amont de la qualification**, sont présentes plusieurs plateformes DAQ (à Bethoncourt, Maïche et Pont-de-Roide-Vermondans), des formations linguistique (DFL action illettrisme à Bethoncourt et Maïche, DFL action FLE à Montbéliard, Bethoncourt et Maïche, Formations linguistiques primo-arrivants à Audincourt, Parcours linguistique OFII à Montbéliard) ou encore l'École des parents (OEPRE à Audincourt, Bethoncourt, Montbéliard et Seloncourt).

**Parmi les formations certifiantes**, les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- Niveau CAP :

Cuir et peaux (Sellier maroquinier d'art),  
Métallurgie (Productions industrielles Nord-Franche-Comté),  
Structures métalliques (Titre soudeur industriel et Titre tuyauteur industriel),  
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne).

- Niveau Bac :

Structures métalliques (Titre technicien polyvalent en chaudronnerie).  
D'autres spécialités de formation sont également dispensées : Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP et Bac), Agroalimentaire, alimentation, cuisine (CAP), Animation culturelle, sportive et de loisirs (CAP et Bac), Commerce, vente (CAP et Bac), Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (Bac+2 et +3), Santé (Bac et Bac+3), Sécurité (CAP), Transport, manutention, magasinage (CAP), etc.

→ - L'ensemble des formations certifiantes sont localisées dans le Pays de Montbéliard.  
Comme pour la formation initiale, contrainte de mobilité pour les populations des autres territoires du CLPE.



Forces



Faiblesses



## Quels niveaux de formation et de qualification ?

• Un niveau de qualification des actifs en emploi influencé par la spécificité industrielle du territoire : plus d'ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, de techniciens, d'ouvriers qualifiés de l'industrie qu'en région.

→ - Plus d'ouvriers non qualifiés de l'industrie et de l'artisanat qu'en BFC.  
- Niveau de qualification des actifs en emploi stable entre les deux derniers recensements.

• Des demandeurs d'emploi ABC de plus faibles niveaux de formation et de qualification qu'en région.



## Forces

# Quel niveau de précarité sur le territoire ?



## Faiblesses

- Niveau de vie nettement supérieur au niveau de vie régional dans la Cc du Pays de Maïche (revenus des travailleurs frontaliers). Niveau de vie proche du niveau régional dans la Cc de Sancey-Belleherbe.

- Taux de pauvreté inférieur dans les autres EPCI du CLPE notamment dans les Cc du Pays de Maïche et de Sancey-Belleherbe.

- Niveau de vie inférieur à la moyenne régionale dans le CLPE. Niveau particulièrement bas dans la CA du Pays de Montbéliard. Communes de la Cc des Deux Vallées Vertes également sous le niveau régional mais de manière moins soutenue.

- Taux de pauvreté largement supérieur au taux régional. La CA du Pays de Montbéliard contribue largement à cette situation avec un taux encore plus élevé.

- La plus forte proportion de population vivant en QPV de BFC (plus de 22 500 personnes dans 9 QPV dans l'unité urbaine de Montbéliard). Davantage de personnes non diplômées, en proportion, que dans les autres QPV de la région et un plus fort taux d'inactivité des femmes.

- Une problématique de cohésion sociale : de plus fortes inégalités de revenus qu'en BFC, notamment dans la Cc du Pays de Maïche et la CA du Pays de Montbéliard.

- Le taux de chômage le plus élevé de la région (échelle de la zone d'emploi de Montbéliard).

- Des demandeurs d'emploi ABC plus "éloignés de l'emploi" qu'en région : plus de CLD, de bénéficiaires du RSA, de résidents en QPV, d'ouvriers non qualifiés, de plus faibles niveaux de formation et de qualification.

- Plus de non diplômés et de jeunes non diplômés qu'en région.

- Part de JIC (Jeunes inactifs ou chômeurs) supérieure de la valeur relevée en BFC.

- Facteurs de risque d'illettrisme élevés dans la CA du Pays de Montbéliard.

## Sources de données

Datavisualisation Emfor, DREETS BFC, France Travail, INSEE, URSSAF

## Bibliographie

### Emfor

- Les Comités locaux pour l'emploi BFC : indicateurs emploi-formation
- État des lieux socio-économique des zones d'emploi de BFC - Synthèse
- Boîte à outils Pacte formation 2024-2027, des ressources pour accompagner les membres des CLPE en BFC
- Des clés pour comprendre son territoire - Encas pro
- Synthèse des situations à risque d'illettrisme dans le Doubs

### DREETS BFC

- Indicateurs statistiques territoriaux CLPE

### France Travail : Regards sur et Chiffres clés par CLPE

- Regards sur... par territoire de CLPE
- Les Chiffres clés par territoire de CLPE

### INSEE

- Doubs : emploi atone malgré une démographie dynamique
- 159 000 habitants dans les 62 quartiers prioritaires de la ville
- Pourquoi l'emploi industriel décroche-t-il dans la région ?
- En 2022, 58 % des nouveaux bacheliers quittent leur zone d'emploi en entrant dans l'enseignement supérieur
- Un quart des néo-bacheliers poursuit ses études en dehors de la région
- 111 bassins de vie polarisent les habitudes de vie des habitants
- Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté
- Du rural isolé au rural proche des villes : 4 types d'intercommunalités
- Bourgogne-Franche-Comté - Première région rurale de France
- Statistiques locales
- Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien (OSTAJ)

Outil de diagnostic, de prospective, d'évaluation, d'aide à la décision et d'information au service des décideurs publics sur les champs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'insertion, Emfor Bourgogne-Franche-Comté est financé dans le cadre du contrat de plan État-Région 2021-2027.

Emfor Bourgogne-Franche-Comté est membre du réseau national des CARIF-OREF.

---

Siège  
Espace Lafayette  
8 rue Alfred de Vigny  
25000 **Besançon**  
tél 03 81 25 52 25

---

Site de Dijon  
Immeuble le Citadin  
13 rue Auguste Frémiet  
21000 **Dijon**  
tél. 03 80 54 14 14

---

[www.emfor-bfc.org](http://www.emfor-bfc.org)  
[contact@emfor-bfc.org](mailto:contact@emfor-bfc.org)